

Commission des Finances

Procès-verbal de la réunion du 11 novembre 2025

Ordre du jour :

- 8600 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026
- 8601 Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2025-2029
- Rapporteur : Monsieur Maurice Bauer

- Échange de vues avec des représentants du STATEC au sujet des dernières prévisions économiques

*

Présents : Mme Diane Adehm, M. Guy Arendt, M. Gilles Baum remplaçant Mme Corinne Cahen, M. Maurice Bauer, M. André Bauler, Mme Taina Bofferding, M. Franz Fayot, M. Marc Goergen remplaçant M. Sven Clement, M. Patrick Goldschmidt, M. Claude Haagen, M. Dan Hardy remplaçant M. Fred Keup, M. Laurent Mosar, M. Marc Spautz, Mme Sam Tanson, M. Michel Wolter

M. Tom Haas, Directeur du STATEC
M. Gabriel Gomes, M. Bastien Larue, du STATEC

M. Henri Wagener, du Groupe politique chrétien-social - CSV

M. Dan Schmit, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Corinne Cahen, M. Sven Clement, M. Fred Keup

M. David Wagner, observateur délégué

*

Présidence : Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission

*

- 8600 **Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026**
- 8601 **Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2025-2029**

Les représentants du STATEC présentent aux membres de la Commission les statistiques relatives à la situation économique nationale et internationale. Ces données concernent notamment la croissance économique, le taux d'inflation ou encore l'évolution du marché de l'emploi. En s'appuyant sur ces données, le STATEC a modélisé des prévisions qui ont servi de base pour une grande partie des estimations dans le projet de budget pour l'exercice 2026.

Pour le détail, il est renvoyé à la présentation annexée au présent procès-verbal et aux pages 9 à 15 du document parlementaire 8600/00.

De l'échange de vues qui suit cette présentation, il y a lieu de retenir succinctement les éléments suivants :

Après avoir noté que le secteur de la construction est actuellement largement soutenu par des projets d'acteurs publics, Mme Diane Adehm (CSV) souhaite obtenir l'appréciation du STATEC sur la situation dudit secteur.

Un représentant du STATEC indique que le secteur de la construction se trouve dans une situation difficile, même si la situation ne se dégrade actuellement pas par rapport aux mois précédents. Ceci indique une stabilisation voire une légère reprise. Le secteur aura cependant encore besoin de plus de temps avant d'atteindre une activité similaire à celle connue jusqu'en 2022.

Mme Sam Tanson (déi gréng) note que les prix de l'immobilier connaissent à nouveau une hausse et que cette dernière est plus prononcée que celle dans les pays limitrophes.

Un représentant du STATEC donne à considérer qu'il serait actuellement prématuré de déduire une tendance générale sur la seule base de l'augmentation constatée sur un seul trimestre. En effet, la hausse mesurée est susceptible de refléter uniquement un effet de correction ou encore une réaction des acquéreurs de biens immobiliers face aux annonces au niveau politique. Les dernières mesures indiquent certes une tendance vers la hausse, mais l'accélération observée pourrait à moyen terme être similaire à celle constatée à travers l'Europe.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les hausses actuellement observées font suite à une baisse des prix assez prononcée au Grand-Duché laquelle n'a pas été observée dans la même mesure dans d'autres pays européens.

Enfin, si l'augmentation des prix de l'immobilier constitue certes une mauvaise nouvelle pour les acquéreurs potentiels, cette hausse peut également être interprétée comme signe encourageant d'une reprise économique.

À une question de M. Franz Fayot (LSAP) concernant le marché de l'immobilier, un représentant du STATEC estime qu'il est difficile d'évaluer si ce marché avait été surévalué avant la baisse des prix. Dans une certaine mesure, les prix reflètent l'interaction entre l'offre et la demande sur ce marché. Si les prix étaient réellement en inadéquation avec la demande, une baisse des prix devrait se manifester.

M. Franz Fayot (LSAP) s'intéresse à l'appréciation du STATEC concernant l'évolution de l'emploi au Grand-Duché compte tenu de la situation économique du pays et de l'émergence de l'intelligence artificielle.

Au vu de la structure de l'économie luxembourgeoise, M. le directeur du STATEC estime que l'intelligence artificielle est susceptible d'avoir un impact majeur. Il n'est cependant pas possible d'évaluer si cet impact sera globalement positif ou négatif. Dans ce contexte, il y a lieu de relever que le STATEC entend davantage étudier ce sujet. Ainsi, des données

complémentaires sont prévues dans la note de conjoncture qui sera publiée au cours du mois de décembre 2025.

M. Franz Fayot (LSAP) souhaite savoir dans quelle mesure une politique visant à stimuler la croissance économique en baissant les impôts constitue une approche viable dans le contexte luxembourgeois.

M. le directeur du STATEC explique que l'effet multiplicateur obtenu par des mesures visant à stimuler la croissance économique est moins important dans un pays de petite taille avec une économie ouverte. En effet, dans un tel contexte, une grande partie des revenus supplémentaires est destinée à la consommation de biens provenant de l'étranger.

Ceci ne signifie toutefois pas qu'il n'y a aucun effet et que l'ampleur de cet effet reste invariable. Ainsi, les circonstances exceptionnelles dans le cadre de la crise énergétique ont eu pour conséquence un effet multiplicateur plus prononcé.

Par ailleurs, des baisses des taux d'imposition ou d'autres mesures visant à augmenter le revenu disponible des ménages peuvent également poursuivre des objectifs autres que la croissance économique. Ainsi, le maintien, voire l'augmentation du pouvoir d'achat peut constituer un objectif en lui-même. Il apparaît en effet que le maintien du pouvoir d'achat a constitué un objectif des gouvernements successifs qui ont soutenu l'indexation automatique des salaires, pris des mesures dans le cadre de crise ou encore adapté les barèmes à l'inflation.

M. Sam Tanson (déi gréng) souhaite davantage comprendre les raisons pour lesquelles le STATEC anticipe un ralentissement du taux d'inflation pour l'année 2026 ? qui serait suivi d'une reprise de l'inflation au cours de l'année 2027.

Un représentant du STATEC explique que les prévisions pour l'inflation sont fortement impactées par les prévisions relatives aux prix de l'énergie et notamment celles pour l'évolution du prix du pétrole. À moyen terme, les instituts économiques internationaux consultés anticipent tous une augmentation des prix des produits pétroliers à moyen terme ce qui aura un impact sur le taux d'inflation dès 2027.

M. Franz Fayot (LSAP) souhaite obtenir une appréciation sur la fiabilité des prévisions macroéconomiques actuelles au vu de la volatilité du contexte géopolitique et de la grande dépendance de l'économie luxembourgeoise du secteur financier.

À titre préliminaire, le Directeur du STATEC souligne que le STATEC indique à chaque fois que ces prévisions s'appuient sur certaines hypothèses. Dans un contexte volatile, ces hypothèses sont plus facilement impactées. Il apparaît actuellement que la volatilité pourrait s'atténuer légèrement.

Il reste néanmoins qu'une prévision ne correspond pas à une garantie qu'un certain scénario va se réaliser. Elle constitue plutôt une indication de la trajectoire sur la base des informations disponibles et l'estimation sur l'évolution probable de certains paramètres. Pour cette raison, les prévisions du STATEC présentent à chaque fois plusieurs scénarios afin d'illustrer la fourchette dans laquelle l'évolution d'une mesure économique telle que le PIB devrait se situer.

En ce sens, les prévisions servent de base pour disposer d'une indication avec les informations disponibles à un moment donné.

Mme Sam Tanson (déi gréng) demande si le STATEC a modélisé des prévisions pour différentes hypothèses concernant l'évolution du montant de la taxe CO₂.

Un représentant du STATEC confirme que différentes hypothèses ont été considérées. Ces chiffres peuvent être mis à disposition de la Commission.

Le Directeur du STATEC rappelle que les augmentations prévues de la taxe CO₂ ont été déterminées sur la base de modélisations relatives à l'effort nécessaire pour atteindre les objectifs définis par le PNEC.

Les hypothèses sur lesquelles travaille le STATEC actuellement concernent plutôt une hausse qu'un ralentissement des augmentations de ladite taxe étant donné qu'une progression accrue est susceptible de s'avérer nécessaire pour réagir à des actions au niveau des pays limitrophes.

Pour rappel, le STATEC modélise généralement ses prévisions dans un scénario de politique inchangée et procède à l'établissement de scénarios alternatifs sur demande pour évaluer l'effet probable des adaptations visées au niveau politique.

Annexe

Présentation préparée par le STATEC

Procès-verbal approuvé et certifié exact

STATEC



Présentation à la Commission des Finances Chambre des Députés

11 novembre 2025

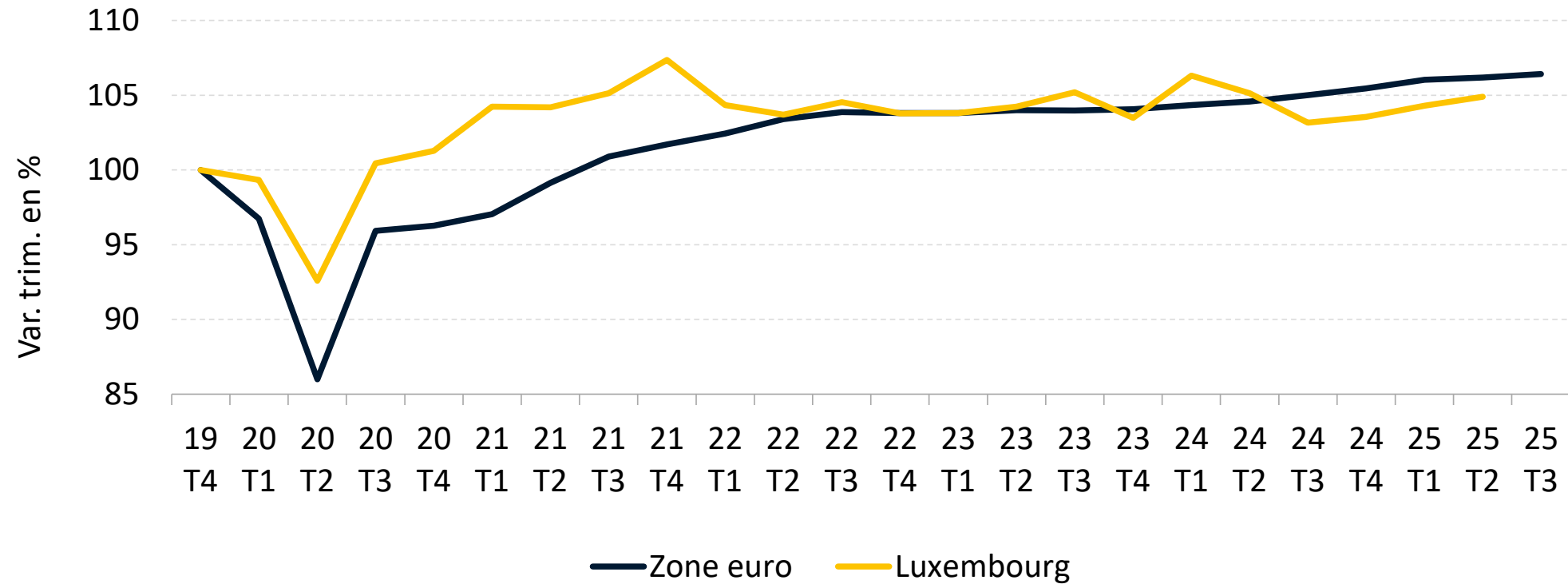
1



Situation conjoncturelle

Sentier d'expansion modérée en zone euro et au Luxembourg

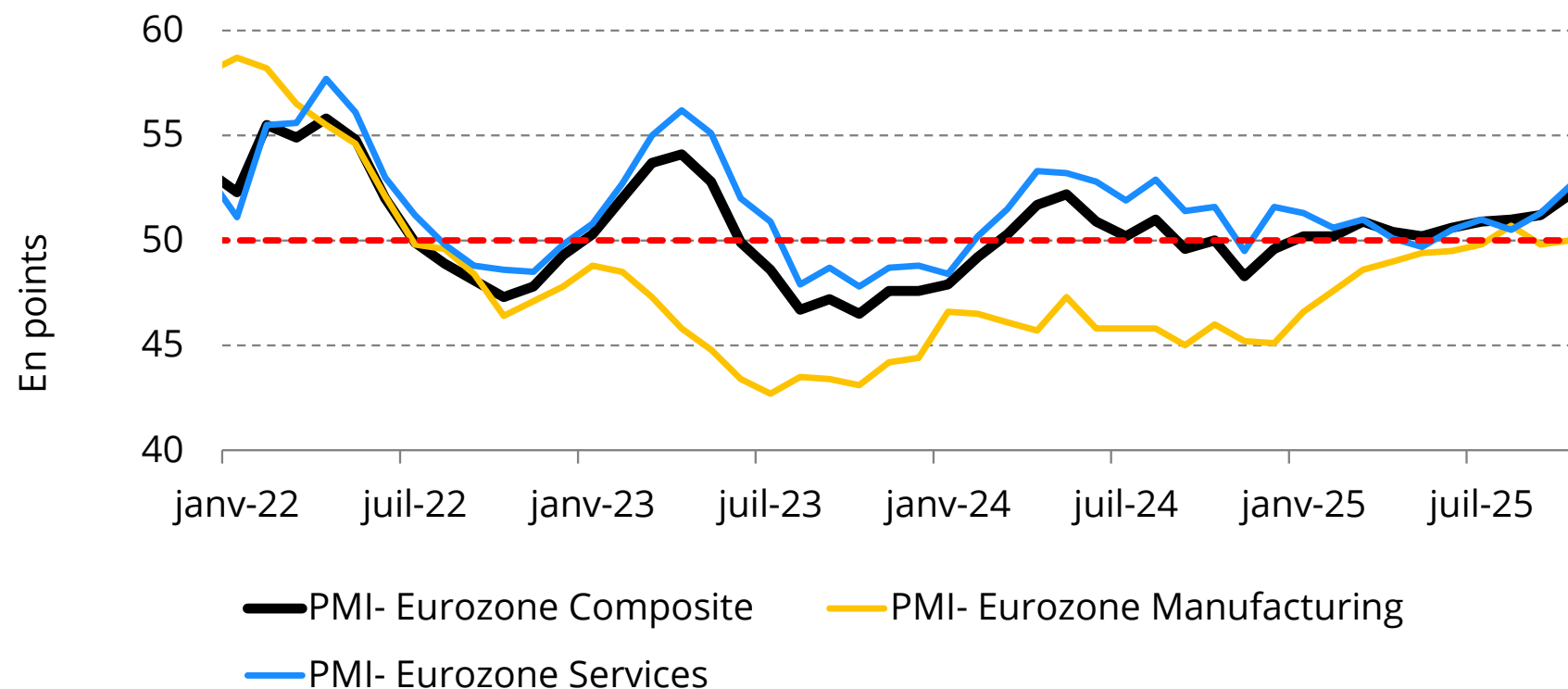
Evolution du PIB en volume



Sources: Eurostat, STATEC

Des signaux conjoncturels plus positifs pour les services en zone euro sur les derniers mois

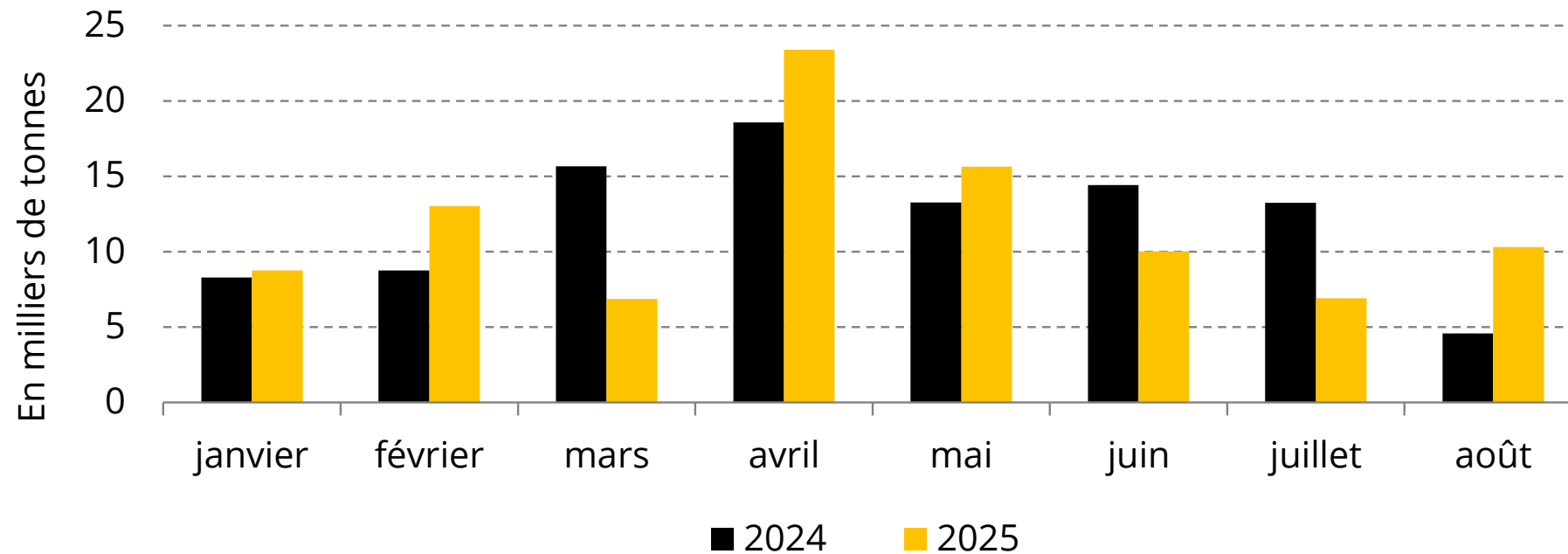
Indices PMI pour la zone euro



Sources: HCOB, S&P Global (dernier point: octobre 2025)

Légère baisse des volumes de marchandises exportées vers les US

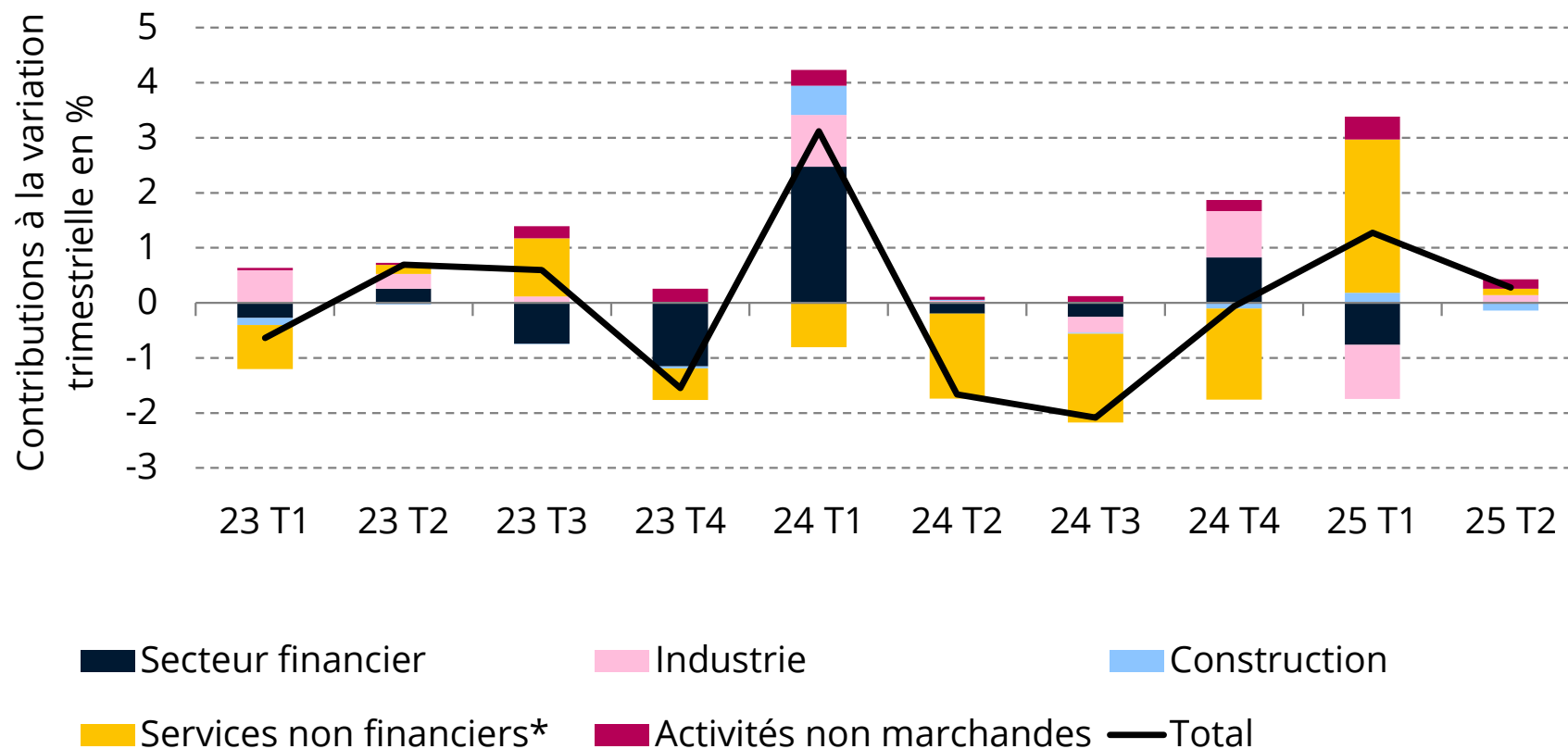
Volume des exportations de biens du Luxembourg vers les Etats-Unis



Sources: Eurostat, STATEC

Une reprise encore mal équilibrée au Luxembourg

Evolution de la valeur ajoutée en volume par branche

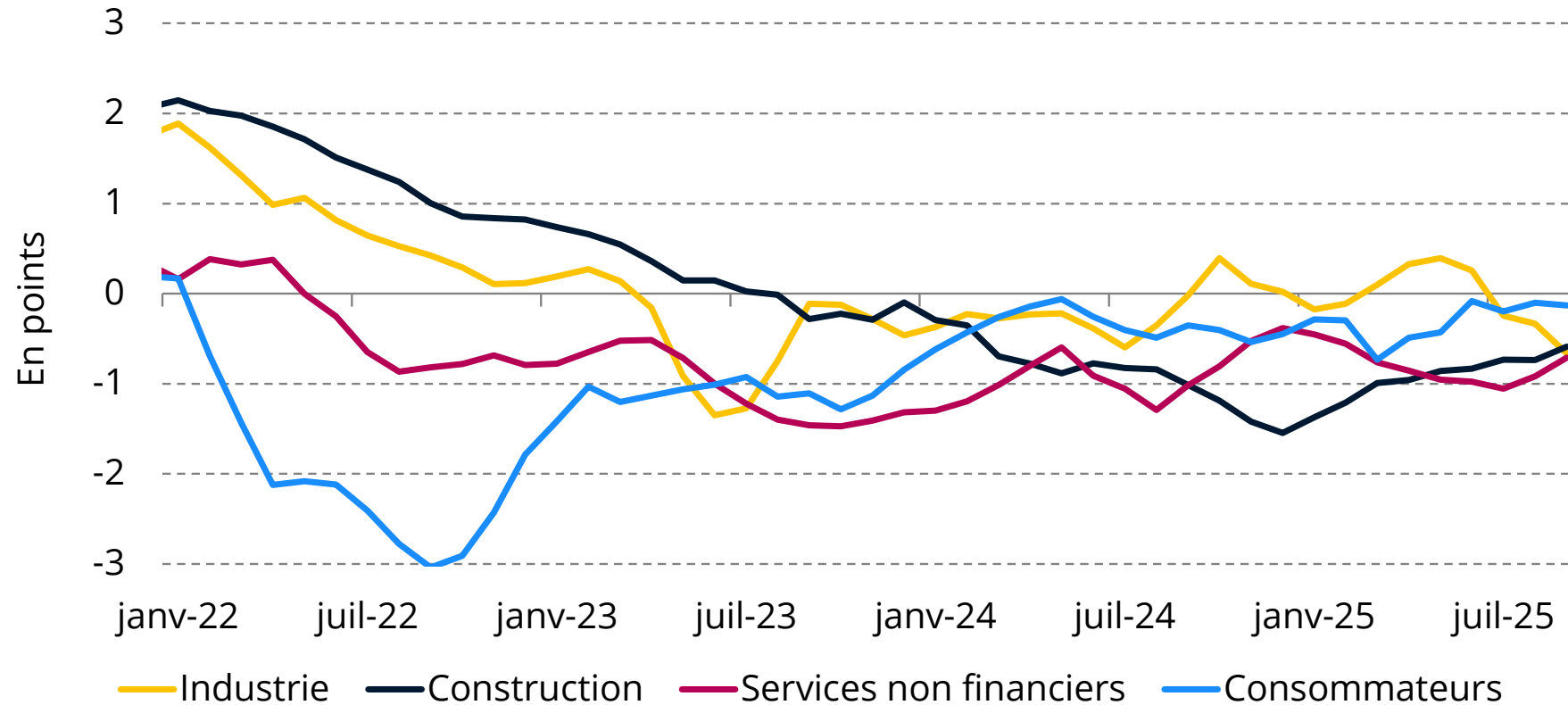


* marchands

Source: STATEC

La confiance des acteurs économiques demeure faible

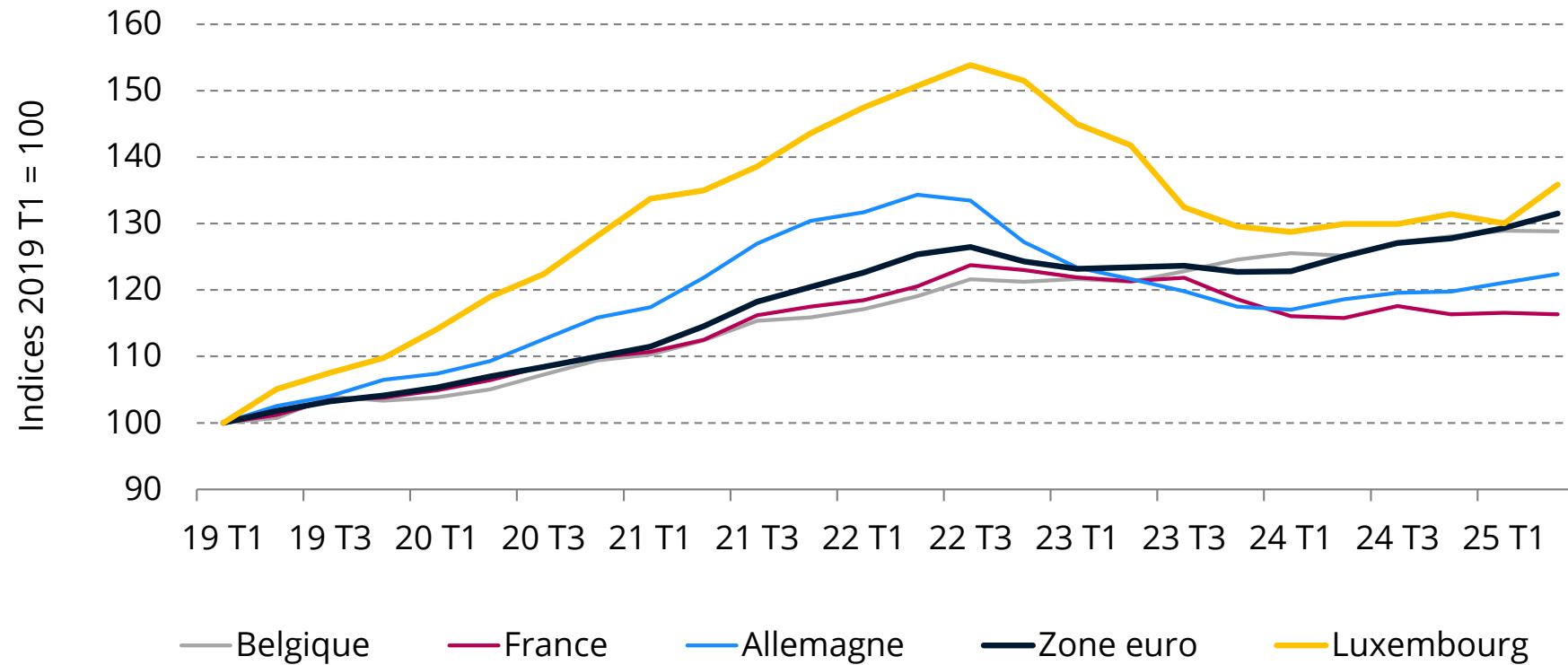
Enquêtes de conjoncture - indicateurs de confiance



Source: STATEC (données désaisonnalisées, centrées-réduites, lissées sur 3 mois)

Des signaux plus favorables pour l'immobilier

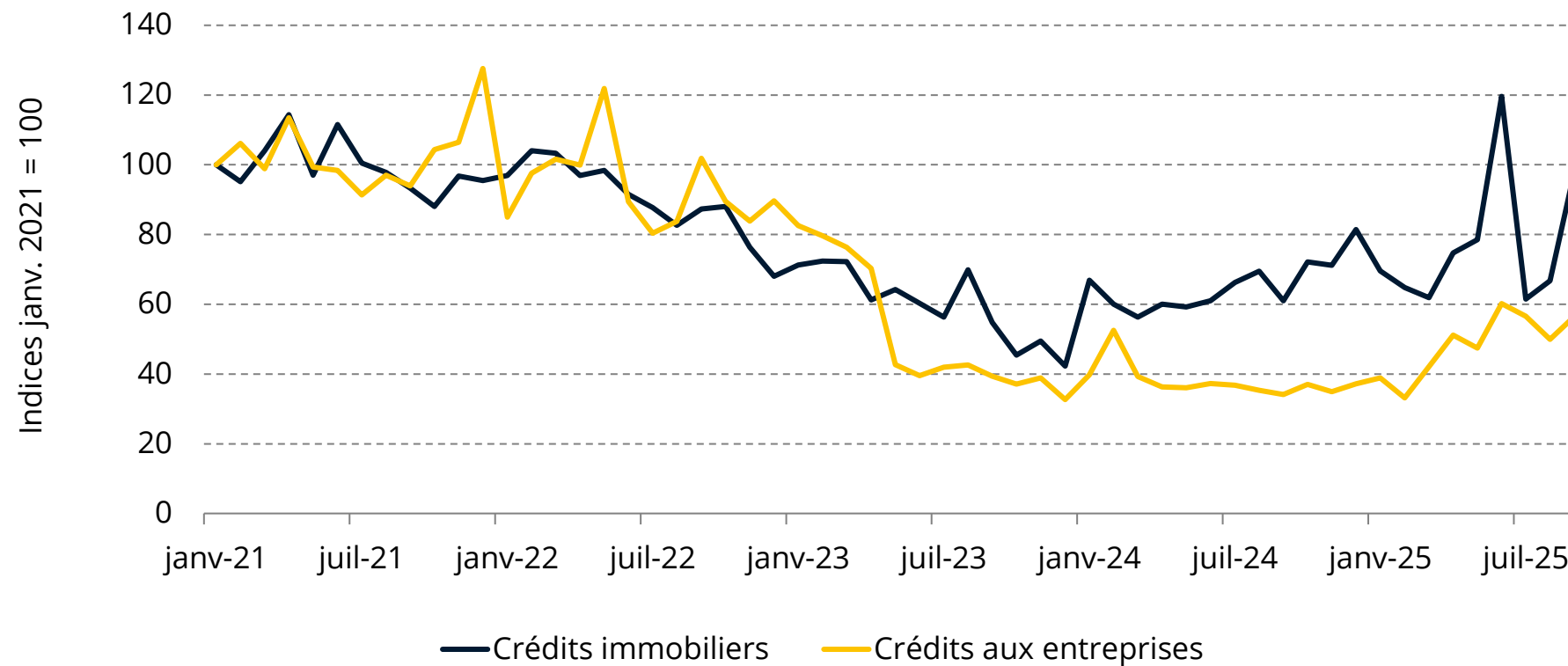
Prix de vente des logements



Sources: Eurostat, STATEC

Remontée des nouveaux crédits

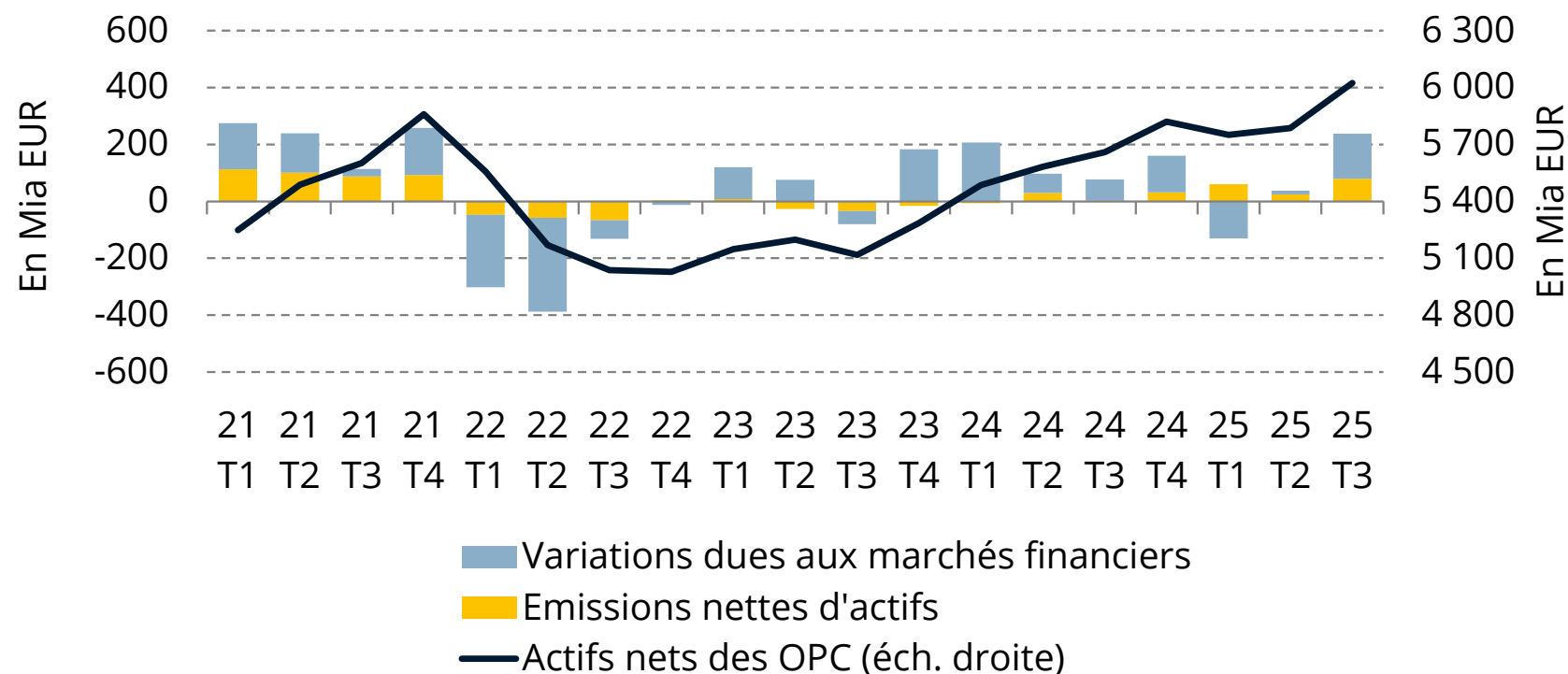
Nouveaux crédits



Source: BCL (données désaisonnalisées)

Davantage d'émissions nettes et valorisations dans les fonds d'investissement

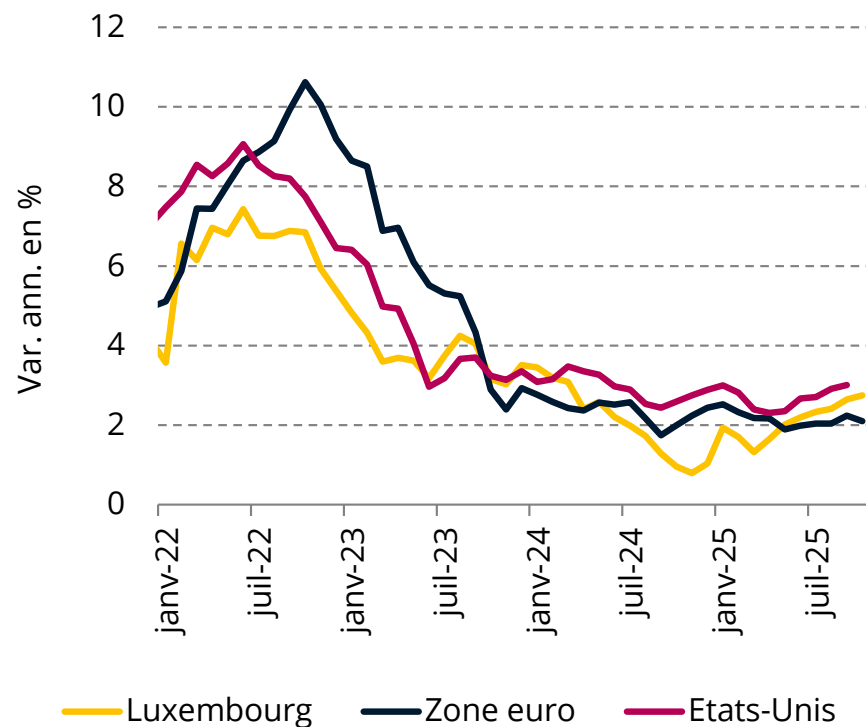
Organismes de placement collectif au Luxembourg



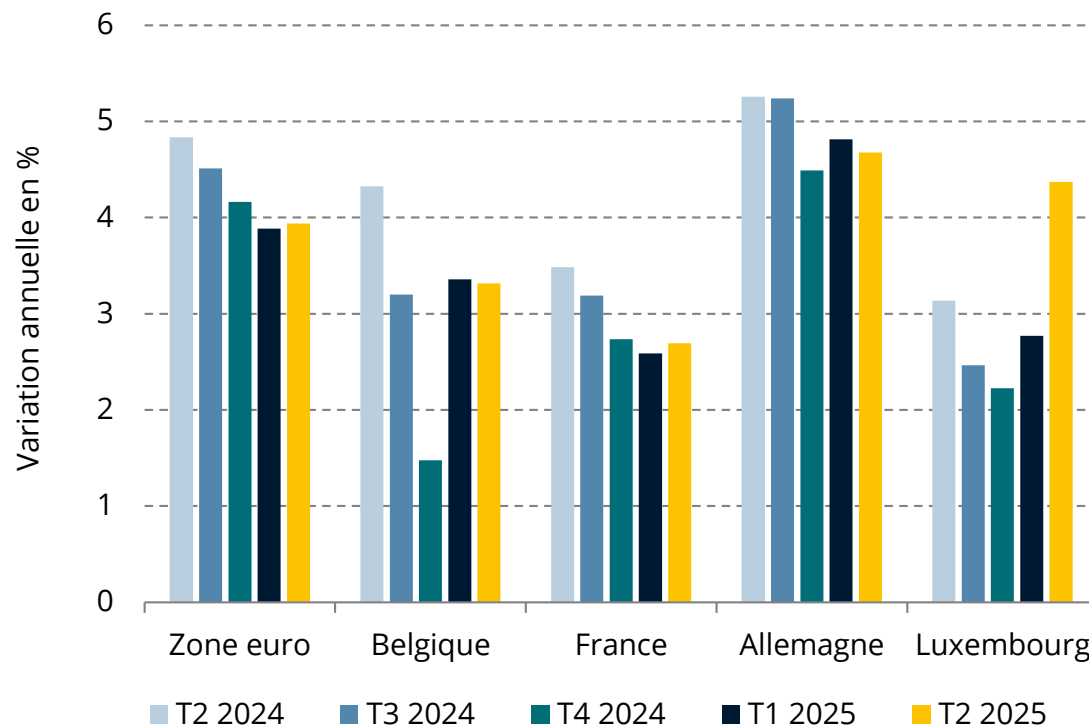
Source: CSSF

L'inflation luxembourgeoise repasse au-dessus de celle de la zone euro, les salaires redynamisés par l'indexation de mai

Prix à la consommation



Coût salarial moyen par personne

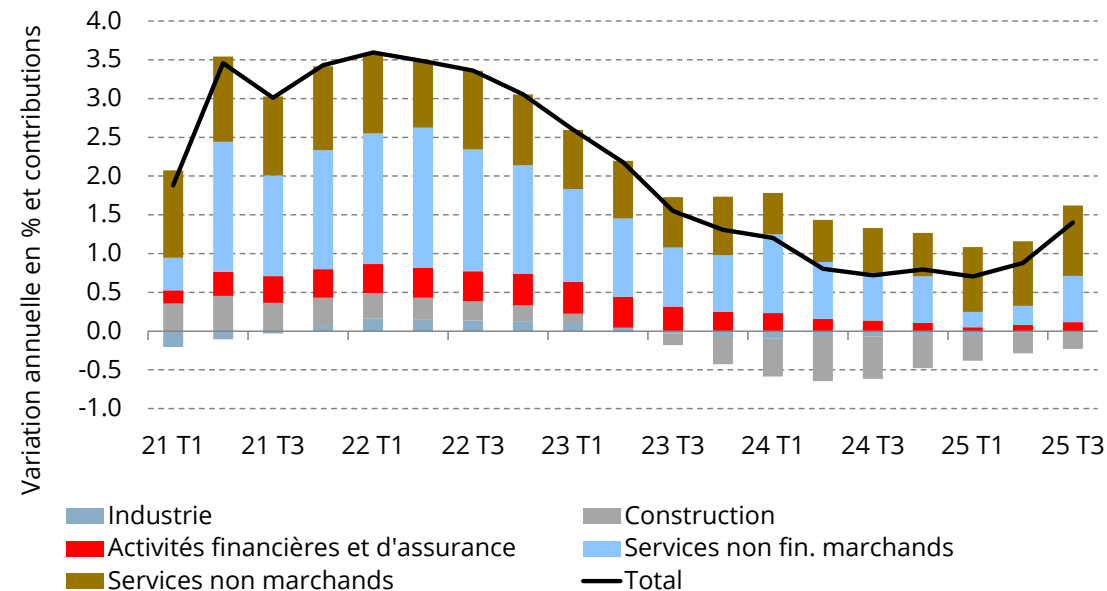


Sources: Eurostat, STATEC

Sources: Eurostat, STATEC

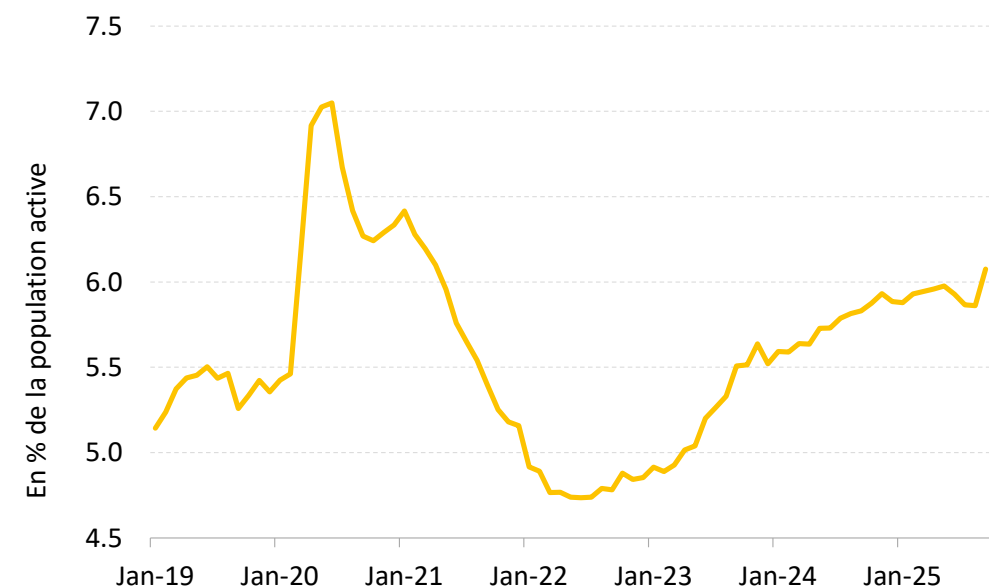
Un retournement visible sur l'emploi... mais pas encore sur le chômage

Contributions à l'évolution de l'emploi salarié intérieur



Source: STATEC

Taux de chômage



Sources: ADEM, STATEC (données désaisonnalisées - dernier point : sept. 2025)

Les mesures de soutien ralentissent les recettes

Recettes fiscales (S.13, hors cotisations sociales)

	9 mois 2024	9 mois 2025	Evolution 2025/2024	
	En Mio EUR		En %	
Droits d'enregistrement	148	112	-36	-24.1
Impôts sur les ménages	7 062	6 923	-140	-2.0
Impôts sur les sociétés	3 692	4 260	568	15.4
Taxe d'abonnement	956	1 009	53.0	5.5
Taxes du type TVA	4 254	4 400	145	3.4
Autres	2 852	2 958	106	3.7
Recettes fiscales totales	18 965	19 662	697	3.7

Source: STATEC

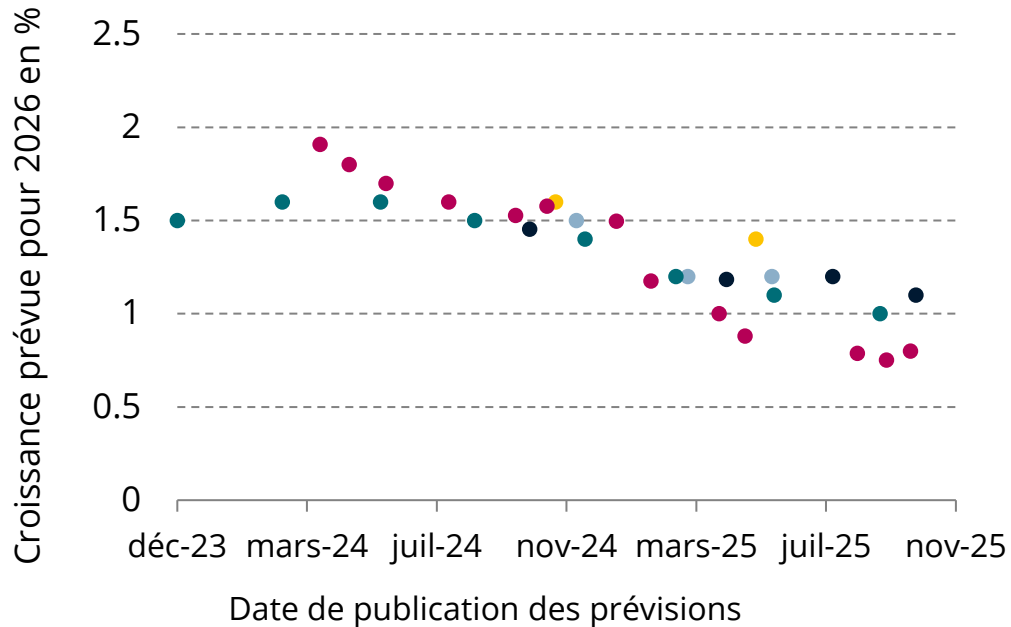
2



Prévisions

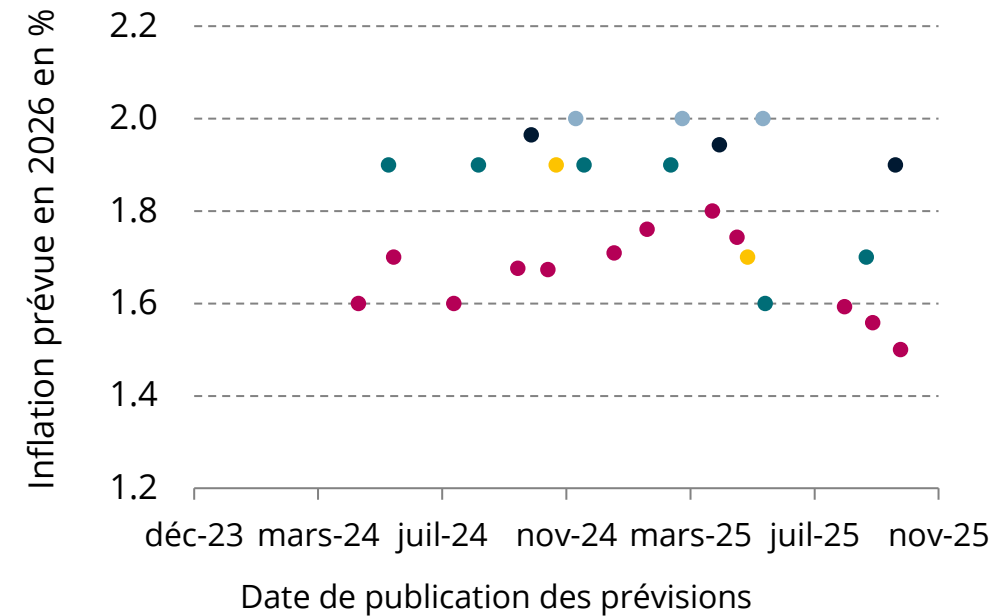
En 2026, peu de croissance et d'inflation en zone euro

PIB en zone euro



- Commission Européenne
- OCDE
- Oxford Economics
- FMI
- ECB

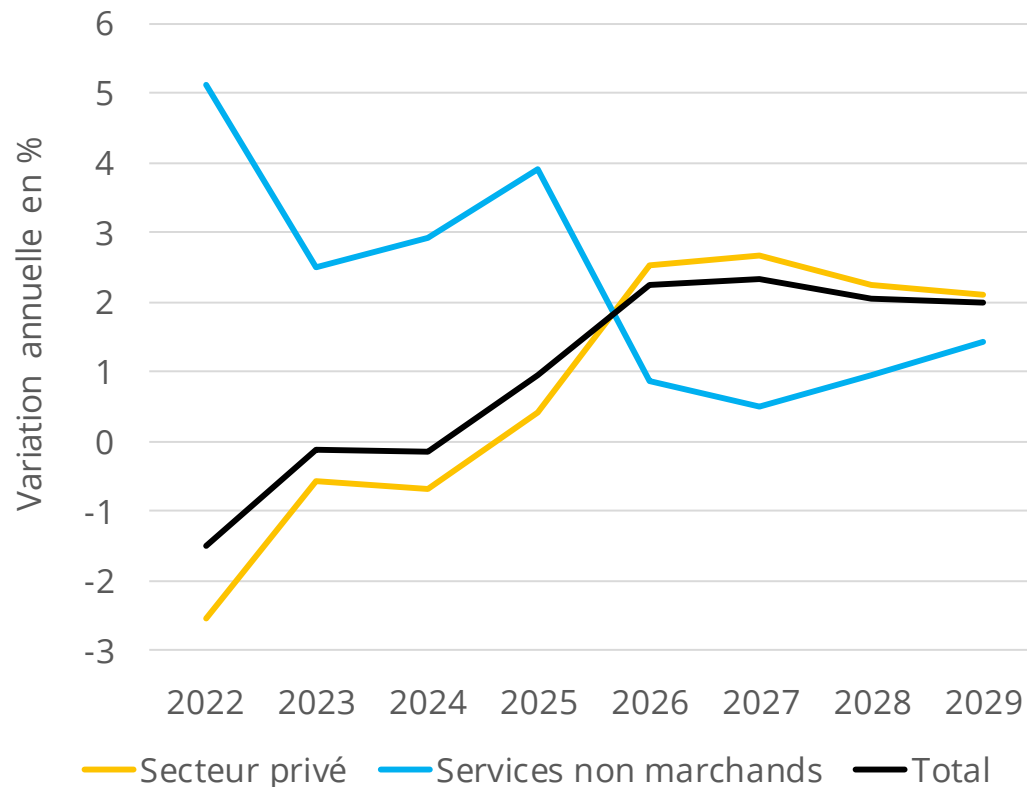
Inflation en zone euro



- Commission Européenne
- OCDE
- Oxford Economics
- FMI
- ECB

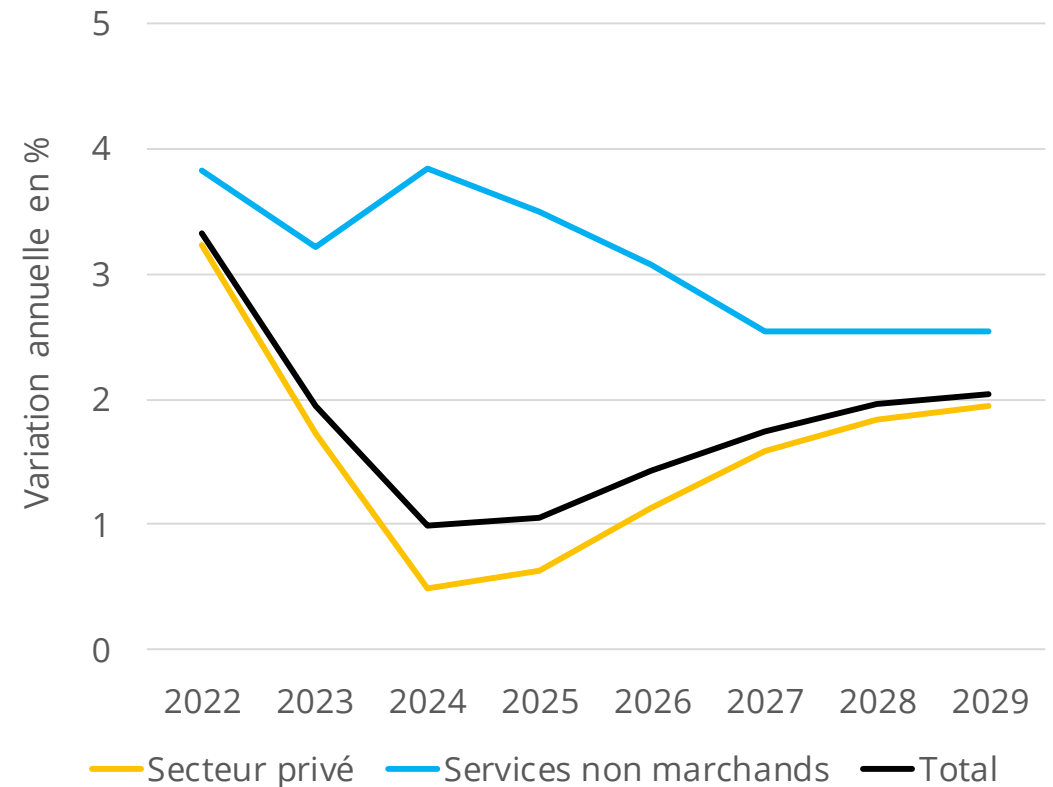
Le secteur privé contribuerait davantage à l'activité et à l'emploi à moyen-terme

Valeur ajoutée brute réelle



Source: STATEC

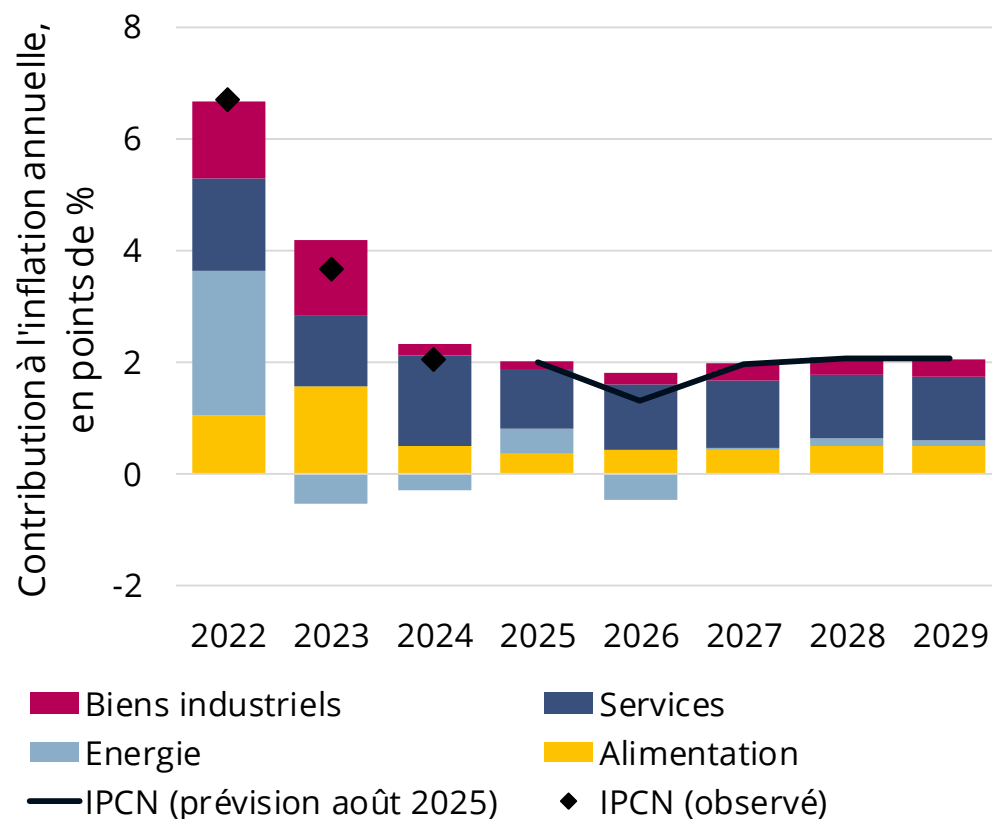
Emploi



Source: STATEC

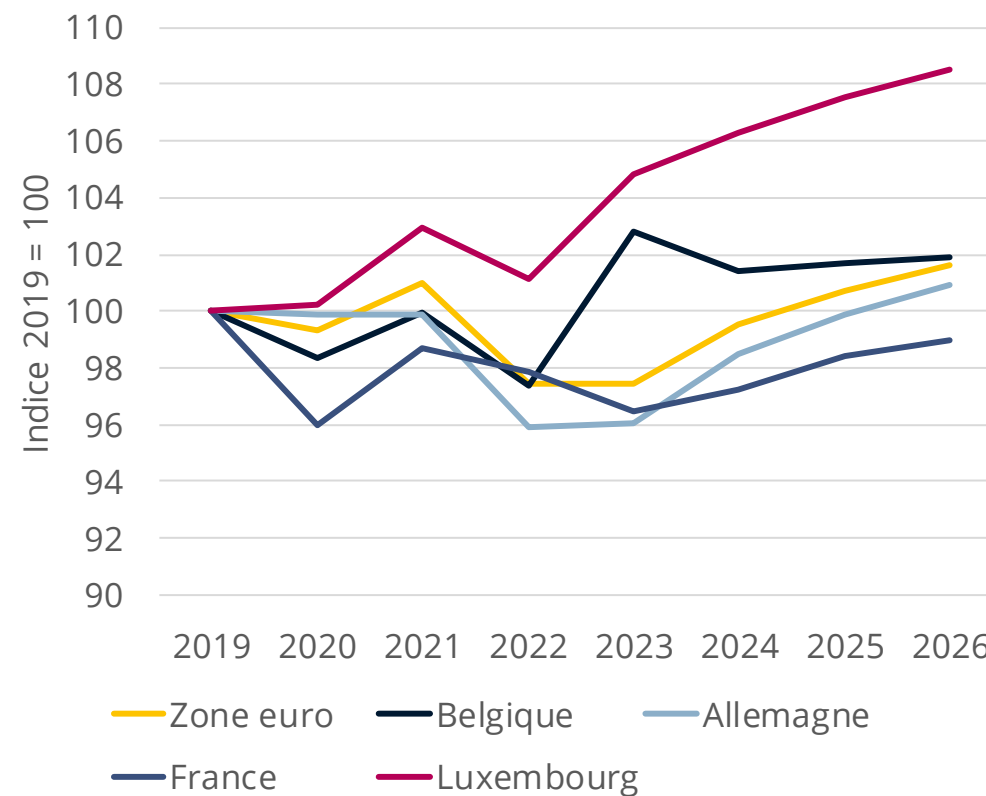
L'inflation ralentirait mais le coût salarial réel demeurerait relativement élevé

Inflation



Source: STATEC (prévision de novembre 2025)

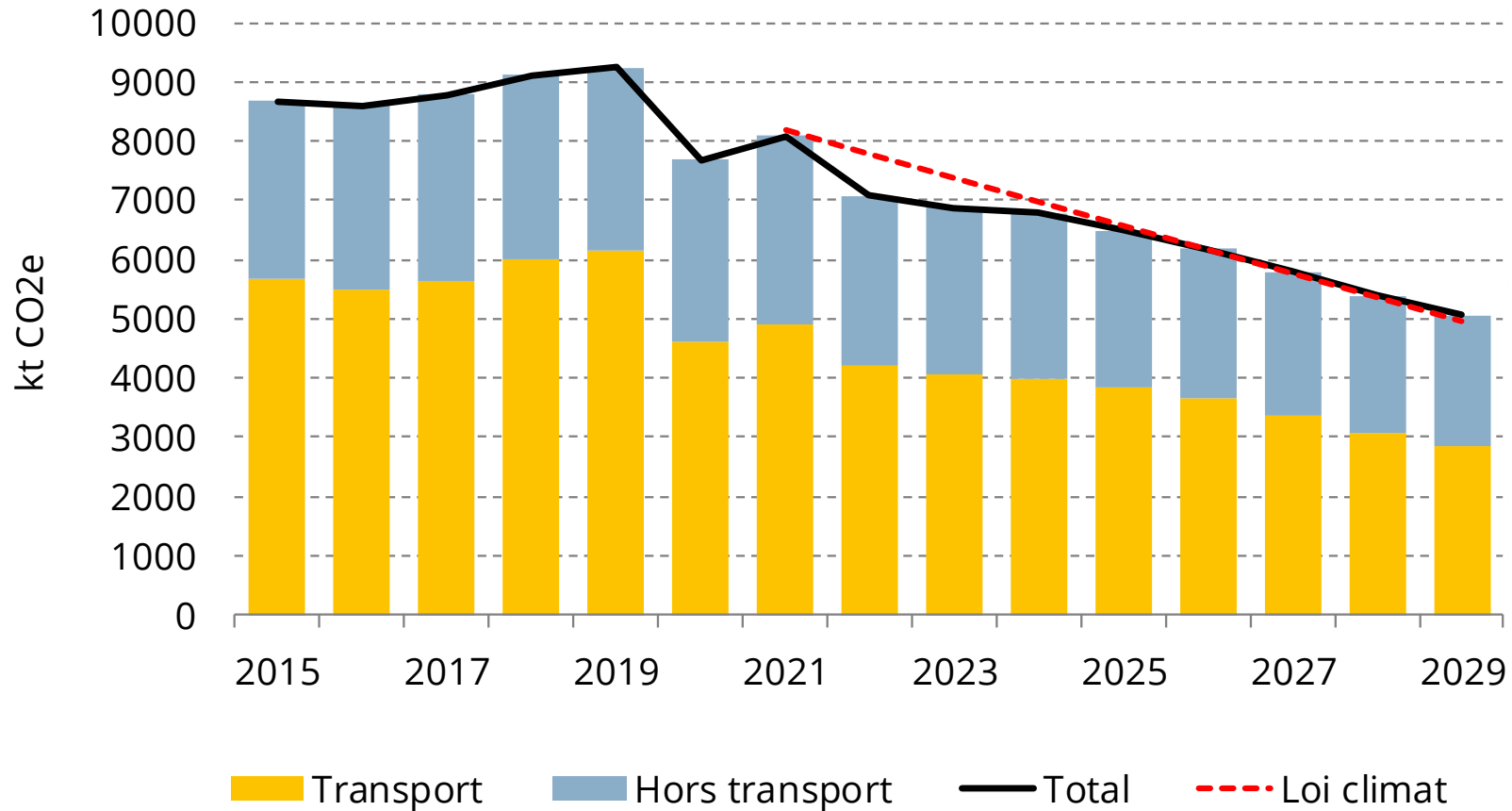
Coût salarial moyen réel



Sources: STATEC, OECD, Commission européenne







Une trajectoire descendante pour les émissions de CO2

Emissions de gaz à effet de serre au Luxembourg



Sources: AEV (Bilan provisoire des émissions de gaz à effet de serre), STATEC

Résumé des prévisions

	1995-2024	2024	2025	2026	2027	2028	2029
	Évolution en %						
 PIB (en volume)	2.9	0.4	1.0	2.0	2.3	2.3	2.4
 Emploi total intérieur	3.0	1.0	1.0	1.5	1.7	1.8	1.9
 Taux de chômage (% de la pop. active, déf. ADEM)	4.6	5.8	6.0	5.9	5.7	5.4	5.1
 Prix à la consommation (IPCN)	2.1	2.1	2.2	1.5	1.9	2.1	2.3
 Echelle mobile des salaires	2.0	2.5	1.7	2.1	2.1	1.9	2.3
 Coût salarial moyen	3.1	3.5	3.3	2.5	2.3	2.4	3

Source : STATEC (1995-2024: données observées ou estimées; 2025-2029: projections de moyen terme du STATEC mises à jour en oct. 2025, les prévisions des prix à la consommation ainsi que de l'échelle mobile des salaires sont issues des prévisions de l'inflation de novembre 2025.

1 Moyenne 2005-2023, émissions directes hors système d'échange de quotas (ETS)

STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

Thank you! / Merci !



13, rue Erasme
L-1468 Luxembourg



(+352) 247-84219



info@statec.etat.lu

statistiques.public.lu



@Statec
Luxembourg



/STATEC



@STATEC



Statec
Luxembourg